

Année 1903

THÈSE

N° 26

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le 12 Novembre 1903, à une heure

NÉCESSITÉ DE CRÉATION

D'UN

INSTITUT MÉDICO-LÉGAL

A PARIS

PAR

Edmond CONGY

Né à La Ferté-sous-Jouarre (Seine-et-Marne), le 5 Juillet 1876

Président : M. BROUARDEL.

Juges

MM. JOFFROY.

DE LAPERSONNE.

DUPRÉ.

} *Professeurs.*

} *Agrégé.*

Le Candidat répondra aux questions qui lui seront faites sur les diverses parties de l'enseignement médical.

IMPRIMERIE DES THÈSES DE MÉDECINE

OLLIER-HENRY & C^{ie}

Libraires-Editeurs

8, Rue Casimir-Delavigne, 8

PARIS

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Doyen.....	M. DEBOVE.
Professeurs.....	MM.
Anatomie.....	POIRER.
Physiologie.....	CH. RICHET.
Physique médicale.....	GABRIEL.
Chimie organique et chimie minérale.....	GAUTIER.
Histoire naturelle médicale.....	BLANCHARD.
Pathologie et thérapeutique générales.....	BOUCHARD.
Pathologie médicale.....	HUTINEL.
Pathologie chirurgicale.....	BRISSAUD.
Anatomie pathologique.....	LANNELONGUE.
Histologie.....	CORNIL.
Opérations et appareils.....	MATHIAS DUVAL.
Pharmacologie et matière médicale.....	BERGER.
Thérapeutique.....	POUCHET.
Hygiène.....	GILBERT.
Médecine légale.....	PROUST.
Histoire de la médecine et de la chirurgie.....	BROUARDEL.
Pathologie comparée et expérimentale.....	DEJERINE.
	CHANTEMESSE.
Clinique médicale.....	DEBOVE.
	LANDOUZY.
	HAYEM.
	DIEULAFOY.
Clinique des maladies des enfants.....	GRANCHER.
Clinique des maladies syphilitiques.....	GAUCHER.
Clinique de pathologie mentale et des maladies de l'encéphale.....	JOFFROY.
Clinique des maladies nerveuses.....	RAYMOND.
	TERRIER.
Clinique chirurgicale.....	DUPLAY.
	LE DENTU.
	TILLAX.
Clinique ophtalmologique.....	D ^r LAPERSONNE.
Clinique des voies urinaires.....	GUYON.
Clinique d'accouchements.....	PINARD.
Clinique gynécologique.....	BUDIN.
Clinique chirurgicale infantile.....	POZZI.
	KIRMISSON.

Agrégés en exercice :

MM.	MM.	MM.	MM.
ACHARD.	FAURE.	LEGUEU.	THIROLOIX
AUVRAY.	GILLES DE LA	LEPAGE.	THOINOT.
BESANÇON.	TOURETTE.	MARION.	VAQUEZ.
BONNAIRE.	GOSSET.	MAUCLAIRE.	WALLICH.
BROCA Auguste.	GOUGET.	MERY.	WALTHER.
BROCA André.	GUIART.	POTOCKI.	WIDAL.
CHASSEVANT.	HARTMANN.	RENON.	WURTZ.
CUNEO.	JEANSELME.	REMY.	
DEMELIN.	LANGLOIS.	RICHAUD.	
DESGREZ.	LAUNOIS.	TEISSIER.	
DUPRÉ.	LEGRY.	THIERY.	

Chef des Travaux anatomiques : M. RIEFFEL.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A MON PÈRE

A MA MÈRE

A MA MARRAINE

MEIS ET AMICIS

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

MONSIEUR LE PROFESSEUR BROUARDEL

Professeur de Médecine légale à la Faculté de Paris

Doyen honoraire à la Faculté de médecine

Membre de l'Institut

Grand Officier de la Légion d'Honneur

INTRODUCTION

*Errare humanum est
Stultum autem perseverare.*

L'importance déjà si considérable et toujours grandissante des opérations scientifiques dans la procédure criminelle a mis depuis longtemps en lumière l'insuffisance de certains experts.

Le parlement, les sociétés médicales, les juriscultes, la grande et la petite presse, tout le monde s'occupe de la question des erreurs criminelles au cours d'expertises médico-légales, et émet le vœu d'avoir enfin des experts plus prudents, plus instruits, plus compétents.

« A chaque instant un incident nouveau réveille les esprits ; on s'émeut, on s'indigne, on gourmande le législateur. Puis tout s'apaise et s'oublie jusqu'au prochain scandale, jusqu'à la prochaine erreur judiciaire ». Comme le fait très justement remarquer le Professeur Lacassagne dans sa leçon d'ouverture de

médecine légale (année scolaire 96-97), les magistrats reprochent aux hommes de science qu'ils avaient appelés pour les éclairer dans la recherche de la vérité, de les avoir induits en erreur. De son côté, la société impute aux médecins experts des condamnations injustes qu'elle est obligée de réparer pécuniairement.

Assurément les erreurs judiciaires sont de tous les temps et de tous les pays. Il suffit pour s'en convaincre de lire l'histoire du boulanger mis à mort sur un ordre du Conseil des dix à Venise, et innocenté quelques mois plus tard, celle de la servante de Palaisseau, les affaires de Pierre Vaux, de l'aubergiste Dussaud et de tant d'autres.

Mais le réveil des réclamations déjà fort anciennes sur l'insuffisance des experts a été amené surtout dans ces dernières années par deux procès qui eurent un retentissement immense, nous voulons parler des affaires Druaux à Rouen et Laporte à Paris.

Rappelons brièvement les faits.

Deux individus succombent dans des conditions douteuses à Malaunay (Seine-Inférieure). La femme et sœur de ces individus est accusée par l'opinion publique de les avoir fait mourir et une expertise incomplète conclut à un empoisonnement aigu. L'in-

culpée est condamnée aux travaux forcés à perpétuité.

Or les successeurs du ménage Draux meurent de la même manière et plusieurs personnes sont gravement atteintes.

Une autre explication de ces morts successives était nécessaire. Des experts plus compétents la trouvent dans ce fait que l'air était vicié par des infiltrations à travers la muraille de gaz provenant d'un four à chaux voisin. La révision de l'affaire s'imposait : la cour d'assises d'Amiens opère cette révision, proclame l'innocence de la femme Druaux et lui alloue une forte indemnité.

Nous dirons seulement de l'affaire Laporte que les rapports contradictoires du professeur A. Pinard d'une part et du Dr Socquet d'autre part firent rendre à la Cour d'Appel de Paris (7^e Chambre) un arrêt infirmant le jugement de la 9^e Chambre du tribunal correctionnel qui avait condamné le Dr Laporte à trois mois de prison avec application de la loi Bérenger.

Avec tous les membres de la société de médecine légale, avec le syndicat des médecins de la Seine et avec M. le professeur A. Pinard nous sommes d'avis que, « une réforme nécessaire, indispensable, urgente s'impose », qu'il faut avant tout former de bons experts. Une constitution forte de l'enseignement de la méde-

cine légale étant à la base de toute réforme du code d'instruction criminelle, et un corps d'experts compétents assurant la protection la plus tutélaire de la profession médicale.

Au cours de ce travail nous n'aurons en vue que l'enseignement de la médecine légale et par suite le mode de recrutement des experts, nous étudierons les différents projets de réforme qui ont été proposés, une rapide analyse de ce qui se passe à l'étranger amènera à tirer de notre travail quelques conclusions.

Mais avant de pénétrer plus loin dans notre sujet, qu'il nous soit permis d'adresser nos sincères témoignages de reconnaissance à nos maîtres dans les hôpitaux : MM. les professeurs Le Dentu, Pinard, Lannelongue, Broca et à MM. Villemin et Paul Delbet qui ont guidé nos pas en clinique externe et obstétricale.

A MM. Galliard, Bruhl et Got qui nous ont enseigné ce que nous savons en clinique interne.

Que M. le Docteur Debret qui nous a donné le sujet de cette thèse reçoive aussi nos plus sincères remerciements.

Que M. le professeur Caustier qui a bien voulu s'intéresser à nous pendant tout le courant de nos études soit assuré de notre entier dévouement.

Avant de terminer ce court aperçu de notre vie scolaire, nous sommes très heureux de pouvoir citer les noms de nos amis les Docteurs Bordeau, Dévouassoux, Dirigoin, Gratier, Rouyer et Vernon qui furent pour nous de fidèles compagnons d'étude, nous les assurons de notre vive amitié.

Nous tenons également à remercier notre ami Duret qui a bien voulu nous traduire les documents étrangers qui nous ont servi pour notre thèse.

Que M. le Professeur Brouardel doyen honoraire de cette faculté daigne accepter tous nos remerciements pour le grand honneur qu'il nous a fait en acceptant la présidence de notre thèse.

CHAPITRE PREMIER

PROJETS DE RÉFORME DE L'EXPERTISE

On désigne sous le nom d'expertise médico-légale toute opération où le médecin prête à la justice le concours scientifique que celle-ci lui demande.

Depuis très longtemps la nécessité d'avoir des experts s'est affirmée. En effet si on jette un coup d'œil sur l'histoire romaine, on voit que les Romains avaient l'habitude de nommer des experts pour toutes les questions d'ordre spécial. Les parties les choisissaient en vertu de la loi « hac edictali per eos quos utra pars elegerit ».

Le principe de la contradiction que l'on s'efforce d'introduire dans notre législation n'est donc pas une nouveauté.

L'exercice de la médecine légale aurait eu en quelque sorte droit de cité en Allemagne avec la constitution criminelle de Charles-Quint « la Caroline » et

chez nous plus tard avec l'ordonnance criminelle de Louis XIV, quoique dans ses lettres patentes du 14 mars 1601 Henri IV s'inquiétait du devoir des chirurgiens du collège Saint-Côme d'ordinaire choisis par le Châtelet comme experts.

Ce roi voulait que « les chirurgiens fussent des personnes capables n'ayant pas seulement une légère expérience, mais savants en bonnes lettres et telles que les juges puissent fonder sur leurs rapports, l'équité de leurs jugements.. »

La Caroline ou constitution criminelle de Charles-Quint votée par la diète de Ratisbonne en 1532 a été le premier code criminel des états d'Allemagne. L'ordonnance criminelle de Louis XIV rendue en 1670 a été notre premier code de procédure criminelle.

En réalité ces deux codes criminels en ce qui concerne les visitations et les expertises médico-légales par médecins et chirurgiens ont eu pour but de réunir en un tout les vieilles pratiques coutumières observées antérieurement par les diverses juridictions et de les généraliser.

Quatre articles seulement dans la Caroline mentionnent l'intervention des sages-femmes et des médecins, mais bien longtemps avant sa promulgation, l'usage

s'était établi chez les juges allemands d'avoir recours à leurs lumières.

Dans les coutumes et arrêts de Normandie, les médecins étaient régulièrement appelés pour constater les maladies « Celle langor sera veue par leaus hommes, savoir mon se cil qui gist en son lit setaint qu'il soit malade. » « Il y avait veue d'homme en langueur, veue de mesfaits, veue d'homme occis, et veue de femme despeucélée ».

Avec l'évolution du droit pénal, l'expertise médico-légale a joué un rôle de plus en plus important.

Chaussier dans un rapport lu à la séance de l'Académie des sciences de Dijon le 20 décembre 1789 s'occupe des qualités que doit réunir un bon expert et des moyens d'arriver à ce résultat.

Voici quelques-unes de ses conclusions.

Article premier. — Suppression des offices de chirurgien et de médecin juré.

Article II. — Liberté accordée au juge de nommer et de choisir pour experts des hommes de l'art qui mériteront le plus sa confiance, ou qui répondront davantage à ses vues pour l'objet particulier de la visite.

Article VIII. — Qu'il soit établi dans le capitale de chaque département un bureau ou comité de vérifications pour les rapports de chirurgie.

Article X. — Si le rapport a reçu l'improbation du bureau de vérifications, le juge fera procéder à une seconde visite par d'autres experts ; et dans le cas d'approbation, le rapport sera admis au procès comme pièce probante.

Article XI. — Il sera établi soit dans les facultés de droit, soit dans les collèges de chirurgie, un cours public de chirurgie et de médecine légale.

Article XII. — Aucun chirurgien ne sera reçu, soit pour les villes, soit pour les campagnes, sans avoir fréquenté ce cours et subi un examen public à ce sujet.

Actuellement les expertises médico-légales sont régies par les articles 43, 44 et 59 de notre code d'instruction criminelle de 1808.

Article 43. — Le procureur impérial se fera accompagner au besoin d'une ou de deux personnes présumées par leur art ou profession, capables d'apprécier la nature et les circonstances du délit.

Article 44. — S'il s'agit d'une mort violente ou d'une mort dont la cause est inconnue ou suspecte, le

procureur impérial se fera assister d'un ou de deux officiers de santé qui feront leur rapport sur les causes de la mort et sur l'état du cadavre. Les personnes appelées dans le cas du présent article et de l'article précédent prêteront devant le procureur le serment de faire leur rapport et de donner leur avis en leur honneur et conscience.

Article 59. — Le juge d'instruction, dans tous les cas réputés flagrant délit, peut faire directement et par lui-même, tous les actes attribués au procureur impérial, en se conformant aux règles établies au chapitre des procureurs impériaux et de leurs substituts.

La réforme de ces articles relatifs à l'expertise médico-légale préoccupe les jurisconsultes et les médecins depuis plus de trente ans.

Déjà en 1878, M. le Professeur Cornil s'écriait à propos de l'affaire Danval : « Quand on voit la façon dont se font les expertises, on a honte véritablement. »

« L'expertise, disait M. le Professeur Pinard, à la réouverture de son cours du 8 novembre 1897 dans les conditions où elle a eu lieu dans l'affaire Laporte, c'est-à-dire unique et incompétente est à l'heure actuelle l'arme la plus dangereuse que je connaisse, car elle peut atteindre aujourd'hui, demain dans sa considé-

ration, dans sa liberté, dans son honneur, qui ? Vous tous comme moi. Quelle que soit la valeur d'un homme, l'expert isolé sera toujours un danger, son témoignage ne doit avoir aucune valeur aux yeux de la justice. *Testis unus, testis nullus*.

Ne pourrait-on pas rapprocher cette phrase prononcée en 1897 par M. le Professeur Pinard de cette réflexion faite par Béranger en 1818 :

« La chose qui frappe le plus dans notre code, c'est le peu d'égards que le législateur y montre pour la liberté des citoyens : la loi a tout fait pour organiser le despotisme judiciaire. Rien ne peut garantir les citoyens contre ces funestes effets. »

En 1882, un projet sur la réforme de l'expertise médico-légale était déposé au Sénat. D'après ce projet de loi, un expert désigné par le prévenu surveillerait les opérations de l'expert nommé par le juge enquêteur. L'expert de la défense n'était donc qu'un surveillant, un contrôleur de l'expertise.

On essayait donc à cette date, timidement il est vrai, d'introduire un deuxième expert dans l'instruction.

Mais cette qualité de surveillant mettait l'expert du prévenu dans une position très inférieure à celle de l'expert nommé par l'accusation.

Autrefois jusqu'en 1867, les juges d'instruction désignaient presque toujours deux experts, pour une même affaire jusqu'au moment (6 février 1867) où une malencontreuse circulaire du garde des Sceaux vint rappeler qu'il ne fallait nommer qu'un seul expert et deux au plus.

En 1884 M. le Professeur Brouardel demandait une nouvelle réforme.

Il y aurait avantage à ce que les opérations médico-légales fussent pratiquées par deux médecins. Ces deux médecins devraient recevoir leur mission de la même autorité : « On peut être certain, que devant un confrère, même un ami, un médecin ne pèchera pas par négligence et, qu'à la précision des recherches, se joindra une grande modération dans les conclusions.

Justifier devant un témoin compétent, ayant le droit de critique une déduction scientifique, nécessite une démonstration et exclut la possibilité de transformer une simple opinion en une affirmation. » (Brouardel 1884)

Le choix des deux experts doit être fait dans les quarante-huit heures. En effet les premières constatations doivent toujours être faites dans le plus bref délai possible. Si on ne prend pas cette précaution,

les lenteurs désespérantes qui retardent indéfiniment les premières constatations vont encore s'aggraver.

Il faut également améliorer la liste des experts, elle doit présenter une précieuse garantie.

S'il y a accord entre les experts, par suite de leur science et de cet accord qui existe entre eux, les conclusions de leurs rapports, pèseront d'autant plus que l'un des experts aura été choisi par l'accusé.

En cas de désaccord, il sera de toute nécessité de faire juger les questions scientifiques par des hommes dont la position scientifique soit telle que leur décision fasse foi.

Beaucoup de médecins experts sont incompetents et c'est là la véritable base de la réforme. La société a le devoir avant tout de faire de bons experts véritablement instruits de ce qui touche la médecine légale, capables d'assumer une fonction qui ne compromette en rien leur réputation.

Pour cela, il faut donner aux médecins une instruction spéciale, or, on ne peut l'acquérir que dans un établissement approprié à cet enseignement.

Une proposition était déjà faite en ce sens par Gilbert en 1801. Il demandait l'établissement d'une école de médecine légale devant préparer par un enseignement

spécial le personnel des médecins-experts et lui donner un diplôme comme sanction.

Enfin, il faut relever le tarif des honoraires. Si on veut des médecins-experts capables, travaillant spécialement cette branche, on ne peut leur demander d'accepter des fonctions souvent onéreuses pour eux.

En résumé, les réformes proposées par M. le Professeur Brouardel en 1884 doivent surtout viser l'instruction des experts et la pratique de la médecine légale.

Cent à cent cinquante experts suffisent pour toute la France. En créant un examen qui donne seul l'obtention d'un diplôme ou d'un certificat témoignant des connaissances spéciales du candidat, on aurait une garantie, cet examen nécessitant au moins une année sérieuse de préparation dans un établissement médico-légal.

En 1898, la société de médecine de Paris appelait l'attention des pouvoirs publics et des corps compétents sur les réformes à apporter aux expertises médico-légales et formulait les vœux suivants :

- 1° Création d'un institut médico-légal.
- 2° Contre-expertise dès le début de l'instruction.
- 3° Non responsabilité pécuniaire des experts.

4° Nomination des médecins et experts par la plus haute personnalité judiciaire du ressort.

5° Création de commissions supérieures de contrôle.

6° Non fonctionnarisation des médecins-experts.

La conclusion de ce programme est que toute réforme du code d'instruction criminelle nécessite comme corollaire la réforme de l'enseignement et de la pratique de la médecine légale.

L'année suivante un projet de loi était déposé à la Chambre des députés par M. Jean Cruppi pour la réforme des expertises médico-légales. C'est le dernier en date.

Ce projet propose dans ses grandes lignes :

1° De créer une liste annuelle d'experts ayant un véritable caractère scientifique.

2° De donner au prévenu le droit de désigner un expert.

3° De recourir en cas de désaccord à une commission suprême.

» Notre code d'instruction criminelle ne s'est guère occupé des expertises, il s'est borné à les ranger parmi les moyens ordinaires de l'instruction, si bien qu'à l'heure actuelle, l'expert est choisi arbitrairement et en toute liberté par le juge d'instruction, sans que

le prévenu ait le droit de contrôler ce choix important ou de désigner un expert de son côté ». (Cruppi).

M. Cruppi demande un expert pour l'accusation et un pour la défense, en cas de désaccord, un tribunal de superarbitres trancherait le différend. C'est en agissant ainsi que suivant le mot de M. le Professeur Brouardel, l'impartialité de l'expertise serait au-dessus de tout soupçon.

Actuellement l'expert est l'homme du parquet et du juge d'instruction, là où il n'y a point de contrôle, ni surveillance, les soupçons naissent naturellement.

Ce projet de réforme qui, s'il était adopté serait un grand progrès en comparaison de ce qui existe actuellement n'est pas complet ; il se borne à établir le principe des expertises contradictoires, sans se préoccuper de la compétence des experts et des moyens de la contrôler.

Le projet de réforme de M. Cruppi n'aura de raison d'être qu'autant qu'il sera tenu compte des réformes demandées par le Professeur Brouardel.

En effet, pour que les réformes soient complètes, il faut que les experts reçoivent un enseignement professionnel approprié ; qu'ils soient détenteurs d'un diplôme garantissant leurs connaissances médico-léga-

les et par suite leur capacité ; que le choix des experts par les procureurs de la République et les juges d'instruction soit fait sur une liste dressée par les cours d'appel sur présentation des Facultés de médecine et des tribunaux, que le tarif des honoraires soit relevé, création d'un tribunal de superarbitres en cas de contestation entre les experts.

Le projet Cruppi oublie de parler de la compétence des experts, qu'il y ait un expert ou plusieurs. « Ce n'est pas en associant des incompétences que l'on créera des compétences. » (Brouardel). — Deux aveugles ne verront pas plus clair qu'un seul, on ne pourrait avoir confiance, avec le projet Cruppi qu'aux membres constituant le tribunal de superarbitrage. Ce serait déjà un avantage sur l'état actuel ; mais pour que la justice puisse s'inspirer des lumières de ce tribunal, il faut supposer qu'il y ait un désaccord entre les deux premiers experts nommés, ce qui n'arrivera pas fatalement.

Le médecin est un collaborateur indispensable, indiqué par la loi pour aider à la recherche de la vérité, le médecin légiste n'est pas infailible, il l'est d'autant moins que la médecine est autant une science, qu'un art.

« A notre époque le médecin légiste doit être savant et artiste. Or, l'erreur du vulgaire et peut-être même de quelques magistrats, est de croire que l'expert a le devoir de tout connaître et qu'il peut être consulté de omni re scibili et quibusdam aliis. » (Lacassagne).

Et M. le Professeur Lacassagne vient également demander que les experts fassent des études spéciales : « Ne serait-il pas utile que tout médecin qui voudrait embrasser cette profession fit un stage spécial. Un diplôme consacrerait sa compétence aux yeux des magistrats. » -- Ce serait une garantie plus sérieuse et pour l'accusé et pour la justice que les cinq années d'exercice préliminaire prescrit par le règlement actuellement en vigueur, pendant lesquelles le médecin désapprend consciencieusement sa médecine légale, puisque les expertises lui sont interdites.

On peut se rendre compte d'après cet exposé des projets de réforme de l'expertise médico-légale que l'incompétence trop souvent notoire des experts avait ému et la société et les médecins, qu'il était de toute nécessité que les expertises aient un caractère plus large dans l'intérêt des prévenus et de l'accusation, afin d'éviter autant que possible, les erreurs judiciai-

res. Mais les législateurs n'ont pas vu le véritable remède, que M. le Professeur Brouardel s'est tant appliqué à indiquer ; c'est la réforme complète de l'instruction médico-légale. Tant que l'on ne se décidera pas à faire l'éducation approfondie des experts, toute révision du code criminel ne servira de rien pour la protection de la liberté individuelle.



CHAPITRE II

RECRUTEMENT DES EXPERTS. — ÉTAT ACTUEL. — EXPERTISE
CONTRADICTOIRE. — CRÉATION D'UN TRIBUNAL DE SUPER-
ARBITRAGE. — SA COMPOSITION.

Chaque fois que se présente devant un juge d'instruction une affaire médico-légale, un médecin-expert près le tribunal est toujours nommé.

Ce titre d'expert est obtenu par des médecins qui ont simplement sollicité cette fonction. Toutefois s'il y a urgence, on prend un médecin quel qu'il soit, il n'est pas nécessaire qu'il soit inscrit sur la liste des experts.

C'est en vertu du décret du 11 novembre 1893 qu'on a dressé la liste des médecins-experts près les tribunaux

DÉCRET DU 21 NOVEMBRE 1893 :

CHAPITRE PREMIER

Dès conditions dans lesquelles est conférée la liste d'experts-médecins devant les tribunaux.

ARTICLE PREMIER. — Au commencement de chaque année judiciaire, et dans le mois qui suit la rentrée, les Cours d'Appel, en Chambre du Conseil, le procureur général entendu, désignent sur des listes de propositions des tribunaux de première instance du ressort, les docteurs en médecine, à qui elles confèrent le titre d'experts devant les tribunaux.

ARTICLE 2. — Les propositions du tribunal et les désignations de la Cour ne peuvent porter que sur les docteurs en médecine français ayant au moins cinq ans d'exercice de la profession médicale et demeurant soit dans l'arrondissement du tribunal, soit dans le ressort de la Cour d'Appel.

ARTICLE 3. — En dehors des cas prévus aux articles 43, 44, 235 et 268 du [code d'instruction criminelle, les opérations d'expertise ne peuvent être confiées à un docteur qui n'aurait pas le titre d'expert.

Toutefois suivant les besoins particuliers de l'instruction de chaque affaire, les magistrats peuvent désigner un expert près un tribunal autre que celui auquel il appartient.

En cas d'empêchement des médecins-experts résidant dans l'arrondissement et s'il y a urgence, les magistrats peuvent par ordonnance motivée commettre un docteur en médecine français de leur choix.

D'après l'article 23 de la loi Chevandier de 1892 tout docteur en médecine est tenu de déférer aux réquisitions de la justice, sous peine d'une amende de 25 à 100 francs.

Cette réquisition est faite par tous les officiers de police judiciaire dans les cas de flagrant délit, par les juges d'instruction, présidents des tribunaux correctionnels, des chambres de mise en accusation et cours d'assises dans les autres cas.

Le magistrat requérant est libre de commettre plusieurs experts pour la même affaire s'il le juge nécessaire.

En matière civile, les expertises sont régies par les articles 302 et 323 du code de procédure civile.

D'après ces articles les experts doivent être au nombre de trois à moins que les parties ne s'entendent pour n'en prendre qu'un seul.

Les médecins-experts ou les médecins requis par suite d'urgence dans une affaire reçoivent des honoraires fixés par un tarif contenu dans le décret du 18 juin 1844 modifié par le décret du 21 novembre 1893 qui relève pour certains articles les honoraires des médecins.

Ce sont ces décrets qui sont appliqués actuellement. En les analysant on voit combien il y a à réformer pour augmenter les garanties de la société et la préserver le plus possible contre les erreurs judiciaires. Notre législation actuelle semble les favoriser, et, peut-être devons-nous nous estimer heureux qu'il n'y en ait pas plus souvent.

Nous avons vu dans le précédent chapitre qu'on avait pensé au remède à appliquer à ce grand mal, nous avons vu rapidement les divers projets et propositions de réforme indiqués dès 1801. Le projet de loi Cruppi devait être le corollaire de la loi de 1897. Il est pour ainsi dire oublié. L'expert est toujours seul à interpréter les faits qu'il voit, pouvant continuer à commettre des erreurs qui entraîneront de très graves conséquences, quand l'avocat a été autorisé à pénétrer dans le cabinet du juge d'instruction pour justement mettre un terme aux erreurs judiciaires, en empêchant

certain prévenu d'être dominés par ce juge d'instruction.

Tout le monde ne peut être nommé expert. Il suffit souvent de connaître un juge, un membre de la Chambre du Conseil pour avoir ce titre. Un magistrat nommera son médecin particulier, parceque ce dernier soignant sa famille, a pu obtenir ainsi toute sa confiance.

Le recrutement des experts est la première réforme à faire, celle qui se trouve à la base de toute réforme de l'expertise médico-légale. Sur ce point, nous devons prendre exemple sur ce qu'on fait en Allemagne et en Autriche. Il faut avant tout avoir des experts compétents. On a tout dernièrement commencé à orienter les réformes de ce côté. Un arrêté en date du 24 juin 1903 approuvant la délibération du Conseil de la faculté de médecine et du Conseil de l'Université de Paris crée un institut de médecine légale et de psychiatrie.

Cet institut créé sur le papier n'existe pas en réalité, mais le diplôme demandé depuis si longtemps existera et on pourra commencer théoriquement à instruire des experts dès le mois d'octobre 1903.

Ce diplôme porte les mentions de médecine légale et psychiatrie.

Il est délivré :

a) aux docteurs en médecine français et étrangers.

b) aux étudiants étrangers et aux étudiants français titulaires de seize inscriptions de doctorat en médecine.

La durée de la scolarité est fixée à deux semestres.

Les médecins nommés au concours aux fonctions de médecins des asiles d'aliénés, seront dispensés de la scolarité en ce qui concerne la psychiatrie.

L'examen pour l'obtention du diplôme se divise en deux parties :

Partie médico-légale proprement dite :

Partie médico-légale psychiatrique.

La partie médico-légale proprement dite comprend :

Une épreuve théorique,

Une épreuve pratique comportant une ou plusieurs des épreuves suivantes :

Autopsie, recherche microscopique, examen d'un sujet avec rédaction d'un rapport.

La partie médico-légale psychiatrique comprend :

Une épreuve théorique (rédaction d'un rapport sur

un thème supposé) et une épreuve pratique (examen d'un malade avec rédaction d'un rapport sur son état mental et ses conséquences).

A la discussion du projet de loi Cruppi, la Chambre des députés avait adopté la résolution suivante :

La Chambre invite M. le Ministre de l'instruction publique à réorganiser l'enseignement pratique de la médecine légale dans les facultés sur des bases plus larges que celles qui régissent actuellement cet enseignement.

C'est à la suite de cette résolution et sur avis de personnes compétentes que le diplôme a été créé.

C'est une première satisfaction. Mais si d'autres réformes ne suivent il est à craindre qu'elle ne donne qu'un médiocre résultat.

En effet, il n'y a aucune centralisation des locaux et l'Institut médico-légal créé par décret du 24 juin 1903, existe à la Morgue, à la caserne Lobau et dans les laboratoires de la Faculté.

La Morgue qui est l'endroit où actuellement l'étudiant en médecine va apprendre sa médecine légale pratique est un local tout à fait insuffisant pour l'enseignement. D'abord monument administratif pour la reconnaissance des morts, ses bâtiments devinrent

trop petits lorsqu'on y adjoignit un service médical. Un amphithéâtre aussi exigu que possible, et aménagé d'une façon un peu primitive sert d'abri aux étudiants qui veulent suivre les cours d'où ils tireront quelque profit. Cet amphithéâtre complet avec soixante auditeurs arrive à en contenir jusqu'à cent quarante, c'est un véritable prodige. Il s'ensuit une chaleur intolérable, une odeur insupportable, phénomènes qui rendent et pour les professeurs et pour les élèves le travail très pénible.

Il faut une centralisation de locaux, il faut plus qu'une création théorique. Une construction d'un Institut médico-légal avec tous les laboratoires nécessaires, et parfaitement aménagés, des salles d'autopsie répondant à tous les desiderata de l'hygiène, des amphithéâtres de cours spacieux est indispensable.

Le diplôme de médecine légale et de psychiatrie sans l'Institut matériel ne pourrait bien être qu'un diplôme de plus à ajouter à d'autres, un titre de plus qui ne garantirait aucunement la capacité de celui qui le porte.

Le Conseil général s'est occupé, (les rapports de M. Alpy en font foi) et s'occupe encore maintenant de la reconstruction de la Morgue, de bâtir un Institut

médico-légal. Tout dernièrement une commission du Conseil général est allé visiter la Morgue avec M. le Professeur Brouardel. Elle serait, paraît-il, convaincue que les bâtiments sont insuffisants et qu'il est de toute nécessité de construire un amphithéâtre et un laboratoire d'expériences. Peut-être, est-on plus près qu'on ne le pense, de recevoir une satisfaction à ce sujet. Il est vrai qu'il y a déjà plusieurs années que cette question se mûrit.

Un Institut médico-légal est donc indispensable pour former des experts capables, il ressort des faits qui se reproduisent à chaque instant, que l'on doit donner à l'enseignement de la médecine légale une plus large envergure, si l'on veut éviter les graves erreurs qui proviennent du manque de connaissances des médecins.

Chaque fois qu'ils le peuvent, les médecins se dérobent à plaisir devant cette fonction d'expert, parce qu'ils ne s'estiment pas à la hauteur de leur tâche.

Tout semble se tourner contre eux, les décrets en vigueur exigent que le médecin expert ait cinq années d'exercice. — Pourquoi ? — Evidemment l'auteur de ce décret, a cru que pendant cinq ans, le médecin aurait le temps de se perfectionner en médecine légale. Il

aurait pu penser plus logiquement que ces cinq années de repos forcé auxquelles le futur expert était soumis étaient amplement suffisantes pour oublier complètement le peu de médecine légale qu'il avait pu apprendre.

La création d'un Institut médico-légal est nécessaire, est-elle suffisante ?

Non. — Elle n'est pas suffisante. Nous serons en droit d'avoir des experts capables, il est vrai, qui seront inspirés par ce qu'ils auront vu et ce qu'ils auront fait, et non pas des experts compulsant des livres, consultant tous les auteurs possibles et commettant des erreurs, comme celle de l'affaire Druaux par exemple.

Il faut également que l'expertise médico-légale soit contradictoire. Deux experts devront être nommés dans chaque affaire au lieu d'un seul, comme cela se pratique actuellement.

En cas de contradiction entre les deux experts, il faut envisager ce qu'on devra faire.

D'abord les deux médecins qui devront procéder contradictoirement à l'expertise seront nommés par la même autorité, ayant reçu une instruction spéciale leur permettant réciproquement de mener à bien leur tâche, ils inspireront plus de confiance aux juges qui

se les sont adjoints pour les aider dans la recherche de la vérité. Si ces deux médecins se trouvent d'accord, leurs décisions pèseront d'un plus grand poids sur l'esprit du juge. S'ils sont en désaccord, la façon dont ils auront été nommés, écartera des magistrats cette idée que les médecins se sont transformés en avocats, et ils ne verront en eux que des interprètes de la science, si les avis sont différents ils seront de bonne foi. Les juges seront donc obligés d'avoir recours à un tiers arbitre : « Il sera de toute nécessité de faire juger les questions scientifiques par des hommes dont la position scientifique soit telle que leurs décisions fassent foi. »

Ce tiers arbitre sera constitué par une commission scientifique supérieure, ce sera un tribunal de super-arbitrage, c'est-à-dire que ce sera une réunion de grands maîtres seulement, qui représentera les diverses spécialités de la médecine.

Cette commission après examen, rédigera un rapport qui tranchera en dernier ressort le différend entre les deux experts en désaccord.

Ce tribunal de superarbitrage, d'après le Docteur Toulouse, pourrait avoir des inconvénients importants résultant de la façon dont il serait nommé. Les incon-

vénients sont si grands qu'ils méritent qu'on y réfléchisse, ils peuvent annuler tout le bien que le prévenu est en droit d'attendre d'une contre-expertise.

Si deux experts sont en désaccord, il est entendu qu'un superarbitre tranchera le différend. Mais afin de le mettre à l'abri de tout soupçon, il ne devra être nommé ni par les deux experts, ni par l'Etat, le tribunal de superarbitrage devra être nommé par un corps de médecins-experts totalement désintéressé de la question de la culpabilité, et qui n'aura uniquement en vue que la constatation et l'interprétation scientifique des faits. En agissant ainsi on ne pourra pas accuser le superarbitre de partialité.

Avec une commission supérieure intervenant en cas de désaccord entre deux experts, ceux-ci peuvent en opérant simultanément conclure d'une façon opposée et avec plus de prudence sachant qu'ils seront examinés par les grands maîtres. Ils seront, par cela même tenus d'être plus précis et plus prudents, ils mettront en pratique ce vieil aphorisme si vrai en médecine légale « *tota medicina prudentia est* ».

Le médecin nommé expert, se sentant tenu à une grande prudence par le contrôle possible de superarbitrage, avec une instruction spéciale qui le rendra

capable d'interpréter souvent des cas très difficiles, ne se dérobera plus quand il sera chargé d'une expertise par le juge d'instruction,

On pourrait le croire, mais il y a des inconvénients, secondaires il est vrai, au point de vue scientifique qui pour le médecin sont cependant d'une très grande importance, si importants même que le médecin évitera encore l'expertise chaque fois que cela sera en son pouvoir. Les honoraires sont si peu élevés que le médecin outre la possibilité de se voir gourmandé et par les tribunaux et surtout par la presse, cette encyclopédie éternelle qui sait tout d'intuition sans avoir jamais rien approfondi et à laquelle la société se reporte toujours, qui critique trop souvent pour le seul plaisir de critiquer (n'y a-t-il pas des journaux qui ont proposé comme réforme, la simple suppression des médecins-experts), se voit obligé de s'acquitter souvent de sa mission d'une façon trop onéreuse pour son budget.

M. le Professeur Brouardel pense que cent cinquante experts suffisent pour toute la France. Mais ces cent cinquante médecins sont obligés de se spécialiser, ce n'est pas avec un tarif aussi peu rémunérateur que celui appliqué actuellement qu'on peut avoir des spécialistes en médecine légale.

On ne peut penser avoir des médecins spécialistes à si bon marché, on aura donc recours à un médecin ordinaire, obligé de quitter sa clientèle pour faire des expertises, corvées dont il se serait volontiers passé. Même s'il est capable par suite de son instruction, d'être un bon expert, absorbé par ses nombreuses et multiples occupations, il ne peut se tenir au courant du mouvement scientifique, les expertises d'autre part, sont rares, il en résulte dans son esprit une obnubilation lente qui arrive presque totalement à effacer ses connaissances médico-légales. Ce médecin deviendra donc aussi à craindre que les experts qui n'ont fait aucune étude spéciale.

Des erreurs se produisent souvent par omission : oubli d'une règle scientifique, on néglige d'ouvrir une cavité, une constatation importante, le contrôle d'un résultat échappe. Pour parer à ces petites causes qui peuvent entraîner de grands effets, on devrait instituer comme le demande M. le Professeur Lacassagne des régulateurs d'autopsie, dans lesquels la marche à suivre serait tracée, une méthode indiquée par un règlement fixerait la teneur des feuilles médico-légales.

Il serait donc à désirer que l'Etat augmente le tarif des honoraires des médecins-experts, qu'il cesse en

agissant ainsi d'être considéré par ces derniers comme certaines sociétés de secours mutuels qui traitent au rabais avec les médecins, toutefois avec les sociétés le médecin a encore la faculté de refuser, ce qu'il ne peut faire avec la justice, qui peut l'obliger en vertu de l'article 23 de la loi Chevandier à faire de force ce qu'il ne fera pas de bon gré.

Une meilleure rémunération des experts et des régulateurs d'autopsie sont deux accessoires dont on ne peut se passer si on crée un institut médico-légal.

En procédant à toutes ces réformes, on n'obtiendra pas, la perfection n'étant pas de ce monde, la suppression pure et simple des erreurs judiciaires, mais au moins, la société en prenant toutes ses précautions pour les éviter, aura fait ce qu'il était de son devoir de faire pour en diminuer le nombre dans la mesure du possible.

« Il est vraiment injuste d'imputer au corps médical, les erreurs qui proviennent d'un vice d'organisation que les pouvoirs publics ont seuls le moyen de corriger ». (Lacassagne).

CHAPITRE III

LÉGISLATION COMPARÉE. — ENSEIGNEMENT DE LA MÉDECINE LÉGALE ET RECRUTEMENT DES EXPERTS DANS DIFFÉRENTS PAYS.

Par un rapide aperçu de ce qui se passe à l'étranger pour l'enseignement de la médecine légale, nous pourrions nous rendre compte que nous sommes en retard sur certains pays et qu'en procédant aux réformes demandées précédemment, nous ne ferons que suivre d'autres puissances dans la voie du progrès. Nous verrons également, ce qui pourra consoler notre orgueil national, que d'autres pays sont encore plus arriérés que nous dans la pratique des expertises médico-légales.

En Amérique, les instituts médico-légaux n'existent pas plus qu'en France, nous avons même cette supé-

riorité sur les Américains de penser qu'il en pourrait exister un à Paris, puisqu'il est créé sur le papier depuis le 24 juin 1903. Les Américains ne se doutent pas qu'il pourrait exister. Il n'y que des cours très élémentaires de médecine légale à Philadelphie, Baltimore, New-York et quelques-unes des grandes villes des Etats-Unis. Les experts s'appellent « coroners » et sont plus des policiers que des médecins.

En Angleterre, il n'y a pas d'institut médico-légal, mais l'expertise contradictoire existe. Chez ce peuple pratique par définition, qui rivalise avec l'Amérique dans la voie du progrès, les médecins n'ont aucune connaissance spéciale, et on les prend au petit bonheur, ce ne sont plus des policiers comme aux Etats-Unis, ce sont des avocats plaidant l'un pour la défense, l'autre pour l'accusation. L'interprétation scientifique des faits brille par son absence. On obtient de tels résultats que les médecins qui se respectent ne veulent pas assister aux débats.

En Belgique, un projet existe qui crée l'expertise contradictoire.

Article 101 du projet :

Si l'inculpé n'est pas présent au moment où le juge

commet des experts, l'ordonnance qui les désigne doit être aussitôt que possible notifiée à l'inculpé.

ARTICLE 102. — L'inculpé peut de son côté choisir un expert qui aura le droit d'assister à toutes les opérations, d'adresser toutes réquisitions aux experts désignés par le juge qui sera tenu de consigner ses opérations à la suite du rapport ou dans un rapport spécial.

ARTICLE 103. — Si l'expertise a été achevée avant la mise en cause ou l'arrestation de l'inculpé, celui-ci aura le droit de choisir un expert qui examinera le travail des experts commis et présentera ses observations.

S'il y a plusieurs inculpés, ils doivent se concorder pour faire cette désignation.

ARTICLE 104. — Les rapports d'experts doivent être tenus à la disposition des parties prenantes huit heures après leur dépôt.

En Espagne, le principe de l'expertise contradictoire existe également, il n'y a pas d'institut médico-légal et les expertises judiciaires sont régies par les articles suivants.

ARTICLE 336. — Le ou les prévenus auront le droit de nommer un expert qui opèrera avec ceux désignés par le juge (expertises chimiques).

ARTICLE 466. — La nomination des experts étant faite, sera immédiatement notifiée au demandeur particulier, s'il y en a un, ainsi qu'au prévenu, s'il est à la disposition du juge, ou s'il se trouve dans le lieu même de l'instruction ou à son représentant s'il en a un.

ARTICLE 471. — (Si l'expertise peut se reproduire dans le débat seul).

Le plaignant aura le droit de nommer à ses frais un expert qui interviendra dans les opérations. Le même droit appartiendra au prévenu. S'il y a plusieurs plaignants ou inculpés, ils se mettront respectivement d'accord entre eux pour faire la nomination. Si l'expertise est urgente, il y sera procédé comme les circonstances le permettent, de façon que le demandeur et l'inculpé y puissent intervenir.

ARTICLE 472. — Si les parties usent de la faculté que leur accorde l'article précédent, elles déclareront au juge le nom de l'expert et offriront en même temps la preuve que la personne désignée a la qualité d'expert. En aucun cas, elles ne pourront user de la dite faculté après le commencement des opérations.

ARTICLE 476. — Pourront concourir aux opérations de l'expertise dans le cas du paragraphe deux de l'article 467, (si l'expertise ne peut se reproduire dans un

débat seul), le plaignant, s'il y en a un, avec ses représentants et le prévenu avec les siens, même lorsqu'il sera détenu, auquel cas le juge prendra les précautions convenables.

L'Allemagne qui passe pour être le berceau de la médecine légale offre des variations d'organisation de l'enseignement suivant les états de l'empire.

En général les universités allemandes sont très inférieures au point de vue de l'enseignement de cette branche. Le professeur de médecine légale a le titre de professeur extraordinaire, ce qui correspond au titre de professeur agrégé de nos facultés ; la science qu'il représente est considérée comme une science accessoire. Bien plus, dans certaines petites universités la chaire de médecine légale est annexée à une autre chaire telle que l'anatomie pathologique ou l'hygiène ce qui fait que le professeur s'occupe beaucoup de la partie pour laquelle il est nommé professeur ordinaire et très peu de la médecine légale qui est pour lui un supplément négligeable.

Pour les candidats l'étude de la médecine légale n'est pas obligatoire, et ne sont pas plus interrogés sur cette matière aux examens que les candidats français ne le sont en histoire de la médecine. Les cours de

médecine légale en Allemagne sont surtout suivis par les étudiants en droit qui se destinent à la magistrature.

Pour la pratique de la médecine légale, l'état allemand a créé un examen particulier, le « physicatsexamen », les médecins qui sont reçus ont à s'occuper spécialement de la médecine d'État, c'est-à-dire de l'hygiène et de la médecine légale.

Les candidats qui se présentent à cet examen doivent être approuvés depuis deux ans au moins. Le jury est formé de cinq membres et les questions posées roulent sur la médecine légale, l'hygiène publique, la police médicale et la psychiatrie.

Il y a une épreuve écrite se composant de deux mémoires sur les matières indiquées précédemment.

Une épreuve pratique consistant en une autopsie, un examen d'un blessé, et un examen d'un aliéné accompagné d'un rapport sur chaque examen.

Une épreuve orale sur les mêmes matières. Tout médecin ayant satisfait à cet examen est fonctionnaire et payé par l'État.

Un Institut médico-légal existe à Berlin, mais il est peu utile à l'enseignement, il dépend du ministère de l'intérieur et non du ministère de l'instruction

publique. Les étudiants ne sont pas admis aux autopsies ordonnées par les tribunaux, elles ne peuvent servir à l'instruction des élèves. Ce local sert presque uniquement aux recherches de la police et de la justice. L'enseignement se fait à l'aide des cadavres recueillis à la Morgue. Les laboratoires de chimie manquent de toute installation.

L'université de Berlin est la seule de toutes les universités de l'empire qui possède un institut médico-légal, et nous avons vu son peu d'utilité pour les étudiants.

Tous les états de l'empire sauf quelques variantes sont dotés d'un enseignement médico-légal insignifiant pour les étudiants ordinaires et insuffisant pour les candidats au « physicatsexamen », puisque les autopsies qui pourraient être instructives leur sont interdites, qu'ils n'ont pas le droit d'y assister.

L'expertise est contradictoire.

Code allemand.

ARTICLE 193. — Lorsqu'il y aura lieu de procéder à un constat avec le concours d'experts, l'accusé pourra demander que les experts qu'il est dans l'intention de produire au cours des débats soient cités à comparaître au jour où doit avoir lieu l'opération. — Dans le

cas où sa demande serait rejetée par le juge, il pourra le faire citer lui-même. Les experts appelés par l'inculpé seront admis à prendre part au constat et aux opérations d'instruction nécessaire, pourvu que leur présence ne soit pas de nature à entraver la mission des experts commis par le juge.

ARTICLE 74. — Le droit de récusation des experts appartient au ministère public, à l'accusation et à l'inculpé. Les noms des experts désignés par le juge devront être portés à la connaissance des personnes qui ont le droit de récuser, à moins que des circonstances spéciales ne s'y opposent.

Un règlement sur la manière de procéder aux examens judiciaires existe également. L'article 1^{er} en est ainsi conçu :

Article premier du règlement. — D'après les lois existantes, l'examen d'un cadavre humain (obduction, autopsie) ne peut être pratiqué que par deux médecins, le physicus attaché à un tribunal et le chirurgien d'arrondissement réunis et en présence du juge.

En cas de désaccord entre deux experts, on a recours à un tribunal de superarbitrage exclusivement composé de savants et de médecins. Si les conclusions d'un rapport sont contestées par un avocat, le rapport est également renvoyé aux superarbitres.

Ce tribunal de superarbitrage outre le droit de trancher les questions en dernier ressort a le droit d'appliquer des peines sévères quand il y a faute lourde de la part des experts et même dans le cas de faute médicale.

En Autriche l'organisation de l'enseignement médico-légal est très complet et de beaucoup supérieur à l'enseignement médico-légal des autres États.

C'est en cinquième année de médecine que les étudiants suivent les cours de médecine légale. A l'inverse de ce qui se passe en Allemagne l'étude de cette matière est obligatoire, un enseignement réellement pratique complète l'enseignement théorique. Il résulte de cette organisation, que l'étudiant reçu docteur a beaucoup plus de chances que ses confrères étrangers de se débrouiller dans les expertises judiciaires.

Ils ne sont pas comme en Allemagne, fonctionnaires. Outre l'étude obligatoire de la médecine légale, un examen spécial devant une commission, absolument étrangère à l'Université et composée de médecins renommés, confère le titre de médecin légiste d'un district. Cependant cet examen est facultatif pour les médecins légistes, il est obligatoire pour les médecins d'administration.

Dans toutes les universités de l'Autriche-Hongrie, il existe un Institut médico-légal. A Vienne l'amphithéâtre de cours peut contenir deux cent soixante auditeurs assis, l'amphithéâtre de la Morgue qui en est l'équivalent à Paris ne peut contenir que soixante auditeurs debout. Un musée de médecine légale est installé dans l'Institut, et les pièces qui y sont réunies servent à l'enseignement des élèves, on peut ainsi leur montrer ce qu'ils n'auront pu voir sur le cadavre, le médecin Autrichien aura déjà cet avantage sur le médecin Français de savoir par exemple distinguer une défloration dans un attentat aux mœurs.

Les autopsies en matière judiciaire sont toujours pratiquées par deux médecins légistes, en présence du juge d'instruction et de son greffier. Les élèves sont admis à toutes les autopsies à moins d'opposition du parquet, et ils sont tenus de faire dans la forme médico-légale deux autopsies par semestre. Ils sont également exercés à reconnaître des poils, des tissus, etc. et assistent à des expériences médico-légales sur des animaux. Pour ce qui est de la toxicologie, ils suivent des cours spéciaux dans un Institut de chimie médicale.

Il existe à Prague deux Instituts médico-légaux, l'un allemand, l'autre tchèque.

Dans ces deux Instituts les étudiants s'exercent à faire des autopsies de police sanitaire et à en dicter les rapports. Ils assistent à toutes les autopsies médico-légales.

Budapest possède le plus bel Institut de médecine légale de toute l'Europe. Les cours sont obligatoires pendant l'hiver et facultatifs en été, de façon à pouvoir faire dans l'année tout le programme de médecine légale.

Il existe des cours pratiques consistant dans l'examen des cadavres et des recherches sur les vivants ; les recherches sur le vivant ne se font pas dans les autres universités même à Vienne où cependant la médecine légale est enseignée d'une façon très complète.

L'expertise contradictoire n'est pas acceptée en Autriche et lorsqu'une expertise médico-légale est ordonnée par le parquet, on applique l'article 120 du code Autrichien :

ARTICLE 120. — En principe, il doit être donné avis à l'accusateur et à l'inculpé avant qu'il soit procédé au constat, du choix des experts. Si des objections graves sont présentées et s'il n'y a pas divergence, deux experts doivent être nommés.

En réalité, l'expertise contradictoire existe, mais les experts sont nommés par la même autorité.

En cas d'empoisonnement, les médecins attachés au tribunal proposent l'expertise d'un chimiste, elle doit se faire avec l'autorisation du tribunal.

Les médecins donnent ensuite leur avis après avoir pris en considération et les résultats des chimistes et les résultats de l'autopsie.

L'Autriche-Hongrie a compris, comme on peut s'en rendre compte, que la médecine légale devait être enseignée aussi sérieusement que possible, que tout médecin devait par définition, posséder des connaissances approfondies dans cette science pour assurer dans une large mesure, la sécurité de ses citoyens.

Ce court aperçu de la façon dont sont compris l'enseignement médico-légal, et les expertises judiciaires à l'étranger, pourra convaincre que les réformes demandées en France, loin d'être exagérées sont absolument nécessaires.

On doit déplorer que les pouvoirs publics toujours prêts à s'inspirer de l'étranger, se désintéressent complètement d'une question aussi grave pour la liberté de tous, et restent volontiers en arrière, quand la majorité des autres nations a jugé indispensable de modifier, soit leur enseignement médico-légal, soit le mode de procéder dans les expertises judiciaires.

L'exemple donné par les autres pays est une sorte de consentement universel, le plus bel argument que l'on puisse donner en faveur de la création réelle d'un Institut médico-légal et du principe de l'expertise contradictoire.

CONCLUSIONS

D'après l'exposé précédent il résulte que :

1° Il est de toute nécessité de modifier le recrutement des médecins-experts.

a) En créant un Institut médico-légal réel et non théorique, les futurs médecins-experts pourront acquérir des connaissances approfondies en médecine légale.

b) En augmentant leurs honoraires, ils pourront se permettre de se spécialiser dans cette matière.

c) En instituant des régulateurs d'autopsies on pourra leur éviter des omissions souvent funestes et pour l'inculpé et pour eux-mêmes.

2° Il est également de toute nécessité d'établir le principe de l'expertise contradictoire et de créer un tribunal de superarbitrage composé de personnes occupant le premier rang dans la science pour trancher les différends entre les experts en cas de désaccord.

Un corps d'experts compétents constitue la protection la plus tutélaire de la profession médicale.

Vu : le Président de la thèse,
BROUARDEL.

Vu : le Doyen,
DEBOVE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

- ALPY. — Rapport au Conseil général de la Seine sur la création d'un Institut médico-légal. 1892.
- ANNALES D'HYGIÈNE, 1898.
- AVENIR MÉDICAL, 1899.
- BROUARDEL. — Annales d'hygiène et de médecine légale, 1884, 1897.
- BULLETIN médical, 1898.
- BULLETIN municipal officiel, 2 décembre 1890 : 11 juillet 1891 ; 21 décembre 1893.
- BULLETIN de la Société de médecine légale, 1899.
- BULLETIN officiel du Syndicat des médecins de la Seine, juin 1898.
- BENDANT. — Médecine légale, décembre 1898.
- Revue et extension pratique du droit français, tome 15.
- CHEVANDIER. — Projet de loi, 1892.
- CHAUSSIER. — Rapport à l'Académie des sciences de Dijon, 20 décembre 1789.
- CODE d'instruction criminelle, art. 43, 44 et 59.
- CODE pénal, art. 475.
- CODE procédure civile, art. 302, 303, 317, 323.
- CONTAGNE. — Expertises médicales en matière criminelle.
Précis de médecine légale.
- DELASSUS. — Journal des sciences médicales de Lille, 1897.
- DEMANGE. — Moyen de garantir les intérêts de la société et des inculpés dans les expertises. In France judiciaire, tome xiii.

LE DROIT. — Journal, novembre 1896.

DEVERGIE. — Experts et expertises, in *Revue générale du Droit, de la législation et de la jurisprudence en France et à l'étranger*. 1878, tome II.

L'ÉCLAIR, décembre 1896; mars 1899; août 1903.

FRANCE MÉDICALE, juillet 1899. Rapport Mottet.

FRÉGIER. — Expertise judiciaire en Algérie.

GAZETTE hebdomadaire, septembre 1899.

GAZETTE des Hôpitaux, 1866.

GAZETTE médicale, 1898 et 1899.

JOURNAL de médecine de Paris, 1897.

JOURNAL de médecine et de chirurgie pratiques, 1893.

LOI du 8 juin 1895.

LACASSAGNE. — Les médecins experts et les erreurs judiciaires. In *Revue scientifique*, 1897.

LOYE. — Enseignement de la médecine légale en Allemagne et en Autriche-Hongrie.

LUTAUD. — Empoisonnement arsenical et expertises médicales. In *France judiciaire*, tome XIII.

MOYE. — Les expertises médicales devant les tribunaux civils.

MOUZIN LIZYS. — Étude médico-légale sur la responsabilité professionnelle des médecins, pharmaciens, accoucheurs. Thèse de 1898-99.

JOURNAL OFFICIEL. Mai 1897. Projet de loi Cruppi.

OPINION MÉDICALE. Mai et octobre 97; août 99.

ORTOLAN. — L'expertise en Europe comme institution et comme science. In *Revue historique du droit français et étranger*, 1872, tome II.

PROCÈS CÉLÈBRES. 1897.

PROGRÈS MÉDICAL, 1897; 11 et 18 juillet 1903.

PÉRIER. — Du sang au point de vue de l'expertise judiciaire.

REVUE de médecine légale, 1897.

REVUE de psychiatrie, avril 1899; janvier 1898; septembre 1898.

REVUE médicale, 8 janvier 1903.

REVUE pratique d'obstétrique et de pédiatrie, 1897.

REVUE d'obstétrique internationale.

SEMAINE MÉDICALE, 7 juillet 1897.

LE TEMPS, avril 1899 ; sept. 1899.

TRIBUNE MÉDICALE, décembre 1898.

VIBERT. — Précis de médecine légale.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
-------------------	---

CHAPITRE PREMIER

Projets de réforme de l'expertise.....	7
--	---

CHAPITRE II

Recrutement des experts.....	21
Décret du 21 novembre 1893.....	22

CHAPITRE III

Législation comparée.....	37
Conclusion.....	50
Bibliographie.....	53



